

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES 2025CZ04A3N18S0000

Acheteur

EPAMSA
1 rue de Champagne
78200 MANTES LA JOLIE

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Directeur général de l'établissement

Missions d'investigations de reconnaissance
des pollutions potentielles au sein des sols
et/ou des gaz du sol et/ou d'études de
caractérisation des futurs déblais

Table des matières

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR – INTERVENANTS	5
1. OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 Objet du contrat	5
1.2 Procédure de passation	5
1.3 Nature du contrat	5
1.4 Forme du contrat	5
1.5 Organisation de l'achat	6
1.5.1 Allotissement	6
1.5.2 Contrat à tranches	6
1.5.3 Marché réservé	6
1.6 Accord-cadre	6
1.7 Attributaire	6
2. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	6
3. PIECES DU CONTRAT	7
3.1 Pièces contractuelles	7
3.2 Pièces établies après la conclusion du contrat	8
3.3 Stipulations générales	9
3.4 Acceptation des pièces et documents de la consultation	9
3.5 Connaissance du site et des prestations du contrat	9
3.6 Pièces à remettre au titulaire	9
4. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	10
4.1 Confidentialité – protection des données personnelles – mesures de sécurité	10
4.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	10
4.3 Protection de l'environnement – sécurité - santé	10
4.4 Réparation des dommages	10
4.5 Obligation de moyens / obligation de résultats	10
4.6 Changement de législation ou de réglementation	10
4.7 Assurances	11
4.8 Autres obligations	12
4.8.1 Obligation générale de conseil	12
4.8.2 Obligation relative à la cotraitance et à la sous-traitance	12
4.8.3 Hygiène et sécurité	12
5. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE – DELAIS D'EXECUTION	12
5.1 Entrée en vigueur et durée du contrat	12
5.2 Délais d'exécution	13
5.3 Prolongation des délais d'exécution	13
5.4 Notifications – ordres de service – délais	13

5.5	Exécution complémentaire	13
6.	PENALITES.....	13
6.1	Pénalités pour retard.....	14
6.2	Pénalités pour non-respect des consignes.....	14
6.3	Pénalités pour défaillance du prestataire	15
6.4	Pénalités pour retard dans la remise des livrables attendus	15
6.5	Pénalités pour non-respect des considérations environnementales.....	15
6.6	Pénalités pour non-respect des obligations relatives à la présentation des sous-traitants .	15
7.	MESURES COERCITIVES A L'ENCONTRE DU TITULAIRE	15
7.1	Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire (mise en régie)	15
7.1.1	Manquement aux termes du contrat.....	15
7.1.2	Autres conséquences	15
7.2	Cas de mise en régie du titulaire constitué sous la forme d'un groupement	16
8.	DECHEANCE	16
9.	PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	16
9.1	Forme des prix.....	17
9.2	Détermination des prix.....	17
9.3	Variation de prix	17
9.4	Avance	17
9.5	Règlement des comptes	19
9.5.1	Acomptes et règlements partiels définitifs	19
9.5.2	Présentation des demandes de paiement	19
9.5.3	Paiement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct	19
9.5.4	Délais de paiement et intérêts moratoires	20
10.	EXECUTION DES PRESTATIONS.....	20
10.1	Conditions d'exécution des prestations.....	20
10.2	Dispositions propres aux travaux	20
10.2.1	Etudes d'exécution	20
10.2.2	Plan d'implantation des ouvrages et piquetage général.....	21
10.2.3	Autorisations administratives.....	21
10.3	Considération environnementale.....	21
10.4	Considération sociale	21
10.5	Lieux d'exécution.....	21
11.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE	22
11.1	Opérations de vérification.....	22
11.2	Décision après vérification	22
12.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	22
13.	CONDITIONS D'EVOLUTION ET DE FIN DU CONTRAT.....	22

13.1	Modification du contrat	22
13.2	Cession du contrat.....	23
13.3	Imprévision.....	23
14.	RESILIATION.....	23
14.1	Résiliation pour événement extérieur au contrat.....	24
14.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	24
14.3	Résiliation du contrat aux torts du titulaire	24
15.	DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS.....	25
16.	LANGUE ET UNITE MONETAIRE.....	25
17.	GESTION DES CONTENTIEUX ET DES SINISTRES	25
17.1	Gestion des contentieux.....	25
17.2	Gestion des sinistres.....	25
18.	PREVENTION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS	25
19.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	26

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR – INTERVENANTS

Le présent contrat est conclu par l'Etablissement Public d'Aménagement du Mantois Seine Aval (EPAMSA), ci-après dénommé l'acheteur.

Intervenants :

Assistant à la maîtrise d'ouvrage :

HPC Envirotec – 1 rue Pierre Marzin – CS83001 – Noyal Châtillon sur Seiche – 35230 SAINT ERBLON

Représentation des parties :

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-Fournitures et services (CCAG-FCS), l'acheteur désigne dès à présent **Régis POZZA, responsable d'opérations senior du Pôle Aménagement**, agissant au nom et pour le compte de l'acheteur pour le représenter pour les besoins de l'exécution du contrat.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du contrat.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du contrat, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du contrat. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du contrat.

1. OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet :

- ▶ Mission n°1 : Investigations de reconnaissance des pollutions potentielles au sein des sols et/ou des gaz du sol : prestations ayant pour objectif d'établir un bilan de la qualité des milieux précités permettant dans un second temps la mise en œuvre d'un Plan de Gestion (prestation non incluse dans le présent marché),
- ▶ Mission n°2 : Etude de caractérisation des futurs déblais : reconnaissance de la qualité des remblais et des terrains naturels sous-jacents ayant pour objectif d'acquérir des données nécessaires au dimensionnement des futurs terrassements généraux lors d'un projet de réaménagement.

Lieu d'exécution : ZAC Mantes – Université / Territoire de l'Opération d'Intérêt National (OIN).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 PROCEDURE DE PASSATION

Le présent contrat a été passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-1 et 2, et R.2124-2 1° du code de la commande publique (CCP).

1.3 NATURE DU CONTRAT

Le contrat est qualifié de marché public de services régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) tel qu'issu de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1^{er} avril 2021 dans sa version en vigueur à la signature du présent marché.

1.4 FORME DU CONTRAT

Les prestations, objet du présent contrat, donneront lieu à un accord-cadre à prix unitaires.

1.5 ORGANISATION DE L'ACHAT

1.5.1 Allotissement

Le présent contrat ne fait l'objet d'aucun allotissement. Conformément aux articles L.2113-10s, R.2113-2s CCP, le motif de non-allotissement est le suivant : l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.5.2 Contrat à tranches

Sans objet.

1.5.3 Marché réservé

Sans objet.

1.6 ACCORD-CADRE

En application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1s CCP, le présent contrat constitue un accord-cadre.

L'accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles, est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 à R.2162-14 CCP.

L'accord-cadre est conclu dans les limites suivantes :

☒ avec un montant maximal fixé à 800 000,00 € HT pour toute sa durée.

Aucune valeur minimale de commande ne peut être exigée par le titulaire du contrat.

1.7 ATTRIBUTAIRE

Le présent contrat est conclu avec un attributaire, prestataire unique ou en groupement d'entreprises dans les conditions prévues aux articles R.2142-19s CCP.

2. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Comme précisé à l'article 1.6 ci-dessus, le présent contrat constitue un accord-cadre (AC) dont les modalités d'exécution sont les suivantes :

L'accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément à l'article R.2162-2 al.2 CCP.

Modalités d'émission des bons de commande (article R.2162-13 et 14 CCP) :

Il est fait application de l'article 3.7 du CCAG-FCS.

Les bons de commande interviendront au fur et à mesure de la survenance du besoin.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'AC. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'AC. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'AC dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Il n'y a pas de minimum de commande, ainsi aucun frais supplémentaire n'est facturé pour des prestations jugées de trop faible importance par le titulaire.

Les bons de commande sont exécutoires à la date indiquée. Le commencement d'exécution des prestations peut toutefois être différé, sur mention expresse indiquée sur le bon de commande ou sur document annexe.

3. PIECES DU CONTRAT

3.1 PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

1/ Pièces particulières :

- . L'acte d'engagement (A.E.) ;
- . L'offre financière du titulaire : le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) ;
- . Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- . Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes éventuelles ;
- . L'offre technique du titulaire : il est à noter que le titulaire doit respecter son mémoire technique mais qu'en aucun cas l'acheteur n'est engagé sur celui-ci ;
- . Le planning d'exécution ;
- . Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du contrat.

L'A.E., le C.C.A.P. et le C.C.T.P. prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang.

Les exemplaires des documents particuliers composant le contrat détenus par l'acheteur font seul foi.

Le titulaire doit, sous son exclusive responsabilité, mobiliser l'intégralité des moyens lui permettant de mener à bien les prestations à sa charge.

A l'appui de son offre, il a présenté un mémoire technique décrivant notamment l'organisation et les moyens qu'il entend mobiliser, ainsi que la méthodologie qu'il prévoit d'adopter. Ce mémoire technique, ainsi que les éventuels compléments ou précisions apportés au cours de la procédure de passation ou dans le cadre des négociations, constituent un engagement unilatéral du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourra à tout moment exiger qu'il les respecte en toutes dispositions. En revanche, s'agissant d'un engagement unilatéral, il ne confère aucun droit au titulaire qui ne pourra donc élever aucune réclamation au motif que pour exécuter ses obligations contractuelles, il devrait mobiliser des moyens ou retenir des méthodes différentes et le cas échéant, plus coûteux par rapport à ceux qu'il avait prévus au sein de son mémoire technique.

2/ Pièces générales :

- . Le code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 ;
- . Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- . L'ensemble des normes et règlements en vigueur, applicables aux prestations objets du contrat et notamment (sans que cette liste soit exhaustive) :
 - ✓ Méthodologie nationale relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites et sols pollués (guides et circulaires d'avril 2017 du Ministère chargé de l'Environnement),
 - ✓ NFX 31-620 correspondant aux « Prestations de services relatives aux sites et sols pollués », étude, ingénierie, réhabilitation de sites pollués et travaux de dépollution – AFNOR, décembre 2021,
 - ✓ Note ministérielle du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués – Mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007,
 - ✓ Guide méthodologique du Ministère « Diagnostic des sites et sols pollués », avril 2023,
 - ✓ NF ISO 18400 « Qualité du sol – Echantillonnage – Partie 100 : Lignes directrices pour la sélection des normes d'échantillonnage », mai 2017,
 - ✓ NF ISO 18400-101 « Qualité du sol – Echantillonnage – Partie 101 : Cadre pour la préparation et l'application d'un plan d'échantillonnage », juillet 2017,
 - ✓ NF ISO 18400-102 « Qualité du sol – Echantillonnage – Partie 102 : Choix et application des techniques d'échantillonnage », décembre 2017,

- ✓ NF ISO 18400-103 « Qualité du sol – Echantillonnage – Partie 103 : Sécurité », décembre 2017,
- ✓ NF ISO 18400-104 « Qualité du sol – Echantillonnage – Partie 104 : Stratégies », avril 2019,
- ✓ NF ISO 18400-105 « Qualité du sol – Echantillonnage – Partie 105 : Emballage, transport, stockage et conservation des échantillons », décembre 2017,
- ✓ NF ISO 18400-106 « Qualité du sol – Echantillonnage – Partie 106 : Contrôle de la qualité et assurance de la qualité », décembre 2017,
- ✓ NF ISO 18400-107 « Qualité du sol – Echantillonnage – Partie 107 : Enregistrement et notification », décembre 2017,
- ✓ NF ISO 18400-201 « Qualité du sol – Echantillonnage – Partie 201 : Prétraitement physique sur le terrain », décembre 2017,
- ✓ NF ISO 18400-202 « Qualité du sol – Echantillonnage – Partie 202 : Investigations préliminaires », avril 2019,
- ✓ NF ISO 18400-203 « Qualité du sol – Echantillonnage – Partie 203 : Investigations des sites potentiellement contaminés », avril 2019,
- ✓ NF ISO 18512 « Qualité du sol : lignes directrices relatives au stockage des échantillons de sol à court et à long termes », octobre 2007,
- ✓ NF ISO 22155 « Qualité du sol – Dosage des hydrocarbures aromatiques et halogénés volatils et de certains éthers par chromatographie en phase gazeuse – Méthode par espace de tête statique », mai 2016,
- ✓ Guide méthodologique de l'ADEME relatif à la détermination des valeurs de fond dans les sols – échelle d'un territoire / d'un site, novembre 2018,
- ✓ NF 18400-204 « Qualité du sol – Echantillonnage – Lignes directrices pour l'échantillonnage des gaz de sol », juillet 2017,
- ✓ Recommandations du guide pratique pour la caractérisation des gaz du sol et de l'air intérieur en lien avec la pollution des sols et/ou des eaux souterraines, BRGM-INERIS, novembre 2016,
- ✓ Décision du Conseil de l'UE 2003/33/CE du 19 décembre 2002 établissant les critères et les procédures d'admission des déchets (« inertes » - ISDI, « non dangereux » - ISDND et « dangereux » - ISDD),
- ✓ L'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 fixant la liste des types de déchets inertes admissibles dans des installations de stockage de déchets inertes et les conditions d'exploitation de ces installations,
- ✓ Guide méthodologique du BRGM-UPDS, relatif aux analyses en laboratoire en contexte sites et sols pollués, novembre 2021.

S'agissant des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier de consultation des entreprises, le soumissionnaire étant supposé en avoir pris connaissance. L'entrepreneur titulaire du présent contrat ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance des stipulations contenues dans les documents généraux pour tenter de s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Par suite, le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exécution du contrat, d'une quelconque ignorance des pièces énumérées ci-dessus et, d'une manière générale, de tous textes et de toute la réglementation qui sont applicables à la réalisation des prestations prévues au titre du contrat. La version de ces textes qui est opposable au titulaire est celle en vigueur à la date de signature du contrat.

Toutes clauses contraires des conditions générales de vente du titulaire sont réputées nulles et non avenues, seules faisant foi les stipulations prévues au contrat.

3.2 PIÈCES ÉTABLIES APRES LA CONCLUSION DU CONTRAT

Les pièces établies par le titulaire en exécution du contrat deviennent contractuelles à compter de leur acceptation par l'acheteur.

3.3 STIPULATIONS GENERALES

Les pièces susvisées constituent un ensemble contractuel unique.

L'ordre de priorité des pièces implique, qu'en cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, sont prises en considération et sont donc applicables les stipulations correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

En cas de contradiction dans les clauses d'un même document du contrat, il conviendra de faire application de la clause la plus favorable au maître d'ouvrage.

3.4 ACCEPTATION DES PIECES ET DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Le titulaire déclare avoir pris connaissance et vérifié le contenu de l'ensemble des pièces et documents mis à sa disposition dans le cadre de la consultation ayant précédé l'attribution du marché, et notamment tous les éléments qui lui ont été fournis par l'acheteur, préalablement à la signature du contrat.

Il déclare avoir effectué toutes les démarches nécessaires pour la bonne compréhension du projet auprès de l'acheteur ainsi qu'auprès de toutes les autorités et services compétents, et avoir mené les investigations complémentaires qui s'imposaient.

Par suite, le titulaire déclare assumer l'entière responsabilité de l'interprétation qu'il a fait des pièces et documents mis à sa disposition par l'acheteur, sauf à démontrer que l'acheteur a délibérément cherché à nuire au titulaire en faisant figurer une information erronée et/ou en omettant une information essentielle.

3.5 CONNAISSANCE DU SITE ET DES PRESTATIONS DU CONTRAT

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations du contrat. Il reconnaît notamment avoir, avant la date de signature du contrat :

- Vérifier l'ensemble des indications contenues dans les pièces et documents mis à sa disposition par l'acheteur dans le cadre de la consultation ayant précédé l'attribution du marché. A ce titre, le titulaire reconnaît que les pièces et documents mis à sa disposition dans le cadre de la consultation ayant précédé la signature du contrat ne constituaient que des éléments d'information qu'il lui appartenait le cas échéant de vérifier et/ou contrôler sous sa propre responsabilité.

Par suite, le titulaire supporte l'ensemble des conséquences, notamment en termes financiers et de délais, résultant de la survenance de ces risques.

Par exception, le titulaire peut demander à être indemnisé des surcoûts dans le cas où l'un des risques mentionnés au présent article peut être qualifié de sujétions techniques imprévues au sens de la jurisprudence administrative.

3.6 PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE

La notification du contrat comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, des pièces constitutives du contrat, à l'exception des pièces générales.

Par dérogation partielle à l'article 4.2 du CCAG-FCS, la remise au titulaire, sans frais, de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du contrat, se fait sur demande expresse du titulaire.

4. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

4.1 CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

a) Obligation de confidentialité : il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Toutes les informations fournies par le maître d'ouvrage et/ou par HPC Envirotec ainsi que celles recueillies lors des études doivent être considérées comme confidentielles.

Tous les résultats d'analyses sont également considérés comme confidentiels et ne peuvent être communiqués à des tiers que par le maître d'ouvrage. Toute publication (quel qu'elle soit) envisagée par le titulaire du marché pour son propre usage doit faire l'objet d'une autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage.

b) Protection des données à caractère personnel : il est fait application de l'article 5.2 CCAG-FCS.

c) Mesures de sécurité : il est fait application de l'article 5.3 CCAG-FCS.

4.2 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Il est fait application de l'article 6 du CCAG-FCS.

4.3 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – SECURITE - SANTE

Il est fait application de l'article 7 du CCAG-FCS.

4.4 REPARATION DES DOMMAGES

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-FCS.

4.5 OBLIGATION DE MOYENS / OBLIGATION DE RESULTATS

Par l'obligation de moyens, le titulaire du présent contrat s'engage à mettre au service du maître d'ouvrage tous les moyens dont il dispose pour exécuter le présent contrat. Il doit accomplir toutes les diligences et respect des prescriptions du présent contrat nécessaires à la réalisation de son obligation contractuelle telles que gestion des nuisances, application des attentes de la norme NFX 31-620, respect des règles de l'art dans la réalisation des missions etc.

Par l'obligation de résultat, le titulaire du présent marché ne s'engage pas seulement à « faire de son mieux pour atteindre le résultat escompté », il s'engage à procurer au maître d'ouvrage un résultat précis, concret et déterminé dès l'origine du contrat et au regard des éléments de prescriptions des documents contractuels.

A l'inverse de l'obligation de moyens, les moyens mis en œuvre par le titulaire du marché pour atteindre le résultat attendu ne sont pas pris en considération, seul le résultat compte.

Dès lors que le résultat attendu n'est pas atteint, le maître d'ouvrage peut agir pour manquement contractuel et engager la responsabilité du titulaire.

Le titulaire du présent marché s'engage sur une obligation de moyens.

4.6 CHANGEMENT DE LEGISLATION OU DE REGLEMENTATION

Le titulaire est réputé avoir pris en compte l'ensemble des normes existantes à la date de signature du contrat ainsi que celles dont l'entrée en vigueur était raisonnablement prévisible pour un homme de l'art.

Le titulaire est tenu d'adapter sans délai l'exécution de ses prestations aux changements de normes en vigueur intervenant après la signature du contrat. Les conséquences financières ainsi qu'en termes de délais résultant de l'évolution ou d'un changement de normes en vigueur sont à la charge intégrale du titulaire, sauf :

- En cas de démonstration par le titulaire qu'il ne pouvait pas raisonnablement anticiper l'entrée en vigueur de la norme concernée,
- En cas de démonstration par le titulaire que la norme concernée affecte directement ses prestations prévues au contrat.

Dans ces cas, le titulaire établit un mémoire exposant de manière détaillée les impacts techniques, notamment en termes de travaux supplémentaires, et/ou financiers et/ou sur les délais contractuels, résultant de l'entrée en vigueur de la norme concernée.

L'acheteur dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception des éléments susvisés pour se prononcer sur la demande du titulaire.

Par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, si l'acheteur estime que les conditions prévues au présent article sont réunies et s'il accepte les conséquences techniques, financières et/ou sur les délais résultant de l'entrée en vigueur de la norme concernée, le contrat est modifié par voie d'avenant, à régulariser dans le délai d'un mois à compter de la notification de son accord par l'acheteur. En cas de désaccord exprimé par l'acheteur ou en cas de silence de plus d'un mois, le différend est réglé dans les conditions de l'article 18 du présent C.C.A.P.

4.7 ASSURANCES

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS, avec les précisions suivantes.

Principes généraux : le titulaire est tenu pendant toute la durée du contrat de souscrire auprès d'une (ou plusieurs) compagnie(s) d'assurances notoirement solvables, les polices d'assurances couvrant l'ensemble de ses responsabilités au titre du contrat et l'ensemble des risques inhérents aux activités qui lui sont confiées au titre du contrat.

Le titulaire prend intégralement à sa charge les franchises attachées aux assurances qu'il a souscrites. Il assure la gestion des sinistres couverts par les assurances qu'il a souscrites, ainsi que la mise en œuvre des mesures conservatoires que ces sinistres nécessitent.

La non-souscription par le titulaire des assurances nécessaires à l'exécution du contrat peut entraîner la résiliation de celui-ci dans les conditions indiquées ci-dessous.

Renonciation à recours : le titulaire renonce à tout recours contre le maître d'ouvrage et/ou ses assureurs le cas échéant en ce qui concerne l'application, l'étendue et les limites des polices souscrites qui pourraient bénéficier aux intervenants dans la réalisation de l'opération. Le titulaire obtiendra la même renonciation de la part de ses sous-traitants éventuels.

Etendue de la responsabilité : les polices d'assurances souscrites par le maître d'ouvrage et le titulaire, ainsi que leurs modalités d'application ne limitent en rien les responsabilités du titulaire.

Les polices d'assurances prévues à la charge du titulaire au titre du présent contrat ne constituent qu'un minimum exigé par le maître d'ouvrage. Elles ne limitent en rien les responsabilités du titulaire qui garde seul la responsabilité du choix de ses propres garanties. En outre, si le maître d'ouvrage se voit imposer une surprime dans son programme d'assurance, du fait de la non-qualification ou de l'insuffisance d'assurance du titulaire, la surprime correspondante est supportée par le titulaire.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur, et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

4.8 AUTRES OBLIGATIONS

4.8.1 *Obligation générale de conseil*

Considérant la qualité de professionnel du titulaire et la responsabilité qui lui est dévolue par le présent contrat, celui-ci est tenu à une obligation générale d'information, d'avis et de conseil vis-à-vis de l'acheteur. Le titulaire doit notamment prêter son concours à l'acheteur, dans le cadre des obligations du présent contrat et l'assister dans ses relations avec l'ensemble des administrations concernées, intervenant dans les secteurs objet du présent contrat notamment en lui apportant les informations qui lui sont nécessaires à la bonne organisation du service.

4.8.2 *Obligation relative à la cotraitance et à la sous-traitance*

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R.2142-19s CCP ainsi que par l'article 3.5 du CCAG-FCS.

Pour les sous-traitants, il est fait application des articles L.2193-1s CCP, ainsi que des articles 3.6 et 5.4 du CCAG-FCS.

4.8.3 *Hygiène et sécurité*

Le titulaire est seul responsable de l'application des règles relatives à l'hygiène et la sécurité du travail concernant son personnel. Il est tenu d'exploiter le service en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur régissant les conditions de travail des salariés et notamment les divers codes et règlement de la protection et de l'hygiène au travail, ainsi que les règles d'usage de la profession.

Le personnel de l'entreprise titulaire doit obligatoirement porter la tenue et les équipements de protection individuelle et de sécurité pendant le temps de travail. L'ensemble de la tenue est à la charge de l'entreprise titulaire. Elle doit être en permanence propre et entretenue, sans déchirure ni souillure.

Le personnel doit avoir une conduite conforme à sa mission, qui implique notamment la courtoisie à l'égard d'autrui. L'acheteur peut demander un rappel à l'ordre et, à défaut d'amélioration constatée dans le mois suivant, exiger le remplacement de tout agent dont le comportement est un obstacle au bon fonctionnement du service.

Il est interdit aux agents du titulaire de solliciter ou de recevoir des usagers une rémunération quelconque.

5. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE – DELAIS D'EXECUTION

5.1 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour une durée de deux ans à compter de sa notification consistant en une remise au titulaire des pièces contractuelles.

Il peut être reconduit une fois pour une période de 2 ans, soit pour une durée maximale de 4 ans (période initiale et reconduction comprises).

Conformément à l'article R.2112-4 CCP, la décision de reconduire le contrat est tacite. En cas de silence gardé par l'acheteur, le contrat est automatiquement reconduit. Le titulaire ne peut refuser sa reconduction.

En cas de décision de l'acheteur de ne pas reconduire, sa décision doit être écrite et adressée au titulaire 3 mois avant la date de fin du contrat. Cette décision n'ouvre pour le titulaire aucun droit à être indemnisé.

Conformément à l'article R.2162-5 CCP, les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que leur exécution se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

5.2 DELAIS D'EXECUTION

Il est fait application de l'article 13.1 et 13.2 CCAG-FCS.

Les délais d'exécution sont indiqués au C.C.T.P. ou à défaut seront précisés à chaque bon de commande, dont le point de départ correspondra à la réception du bon de commande par le titulaire.

5.3 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Il est fait application de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.4 NOTIFICATIONS – ORDRES DE SERVICE – DELAIS

a) *Notification au titulaire* : les notifications sont effectuées dans les conditions de l'article 3.1 CCAG-FCS. Les notifications par voie dématérialisée ou sur support informatique peuvent être effectuées à la libre discrétion de l'acheteur, sous réserve de disposer d'un mécanisme permettant d'attester de la date et de l'heure de la réception de celle-ci, ou en tout état de cause, en cas d'urgence.

b) *Ordres de service*

Le cas échéant, il est fait application de l'article 3.8 du CCAG-FCS.

c) *Modalités de computation des délais* : il est fait application de l'article 3.2 CCAG-FCS

5.5 EXECUTION COMPLEMENTAIRE

L'acheteur se réserve le droit de recourir, si besoin est, à la procédure de marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables telle qu'issue de l'article R.2122-7 CCP pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire au titre du présent contrat.

6. PENALITES

Le maître d'ouvrage dispose d'un droit de contrôle permanent sur les prestations du titulaire. Dans ce cadre, il peut contrôler sur pièces et sur place le respect des engagements contractuels du titulaire ainsi que les informations qui lui sont communiquées. Il peut diligenter tous moyens à cette fin.

Le titulaire fournit au maître d'ouvrage tous les éléments dont il a besoin pour exercer son contrôle, et notamment tous rapports, documents et informations, en sa possession concernant l'exécution de ses obligations contractuelles, conformément aux stipulations du contrat.

Le maître d'ouvrage peut demander au titulaire des informations complémentaires sur tous les comptes-rendus et documents produits en application des stipulations précitées ou tout autre rapport utile à l'exercice de son contrôle.

Les contrôles effectués par le maître d'ouvrage ne sauraient en aucun cas avoir pour effet de dégager le titulaire de sa responsabilité au titre du marché.

Le maître d'ouvrage peut appliquer des pénalités au titulaire, si celui-ci ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat. Ces pénalités sont applicables de l'entrée en vigueur du marché à la date de fin normale de celui-ci. En cas de résiliation, les pénalités sont applicables jusqu'à la date effective de la réalisation. Ces pénalités peuvent être infligées sans mise en demeure préalable et sans préjudice, s'il y a lieu des dommages et intérêts envers les tiers.

L'application de pénalités n'exonère pas le titulaire de l'accomplissement de ses prestations au titre du contrat.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels les paiements sont effectués sur des comptes distincts, les pénalités sont réparties entre les membres de ce groupement conformément aux indications du mandataire. Dans l'attente, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération n'engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres membres du groupement titulaire.

Dans le cas où les sommes dues à un membre du groupement ne sont pas suffisantes pour compenser les pénalités appliquées audit membre, la part de pénalités n'ayant pas pu être supportée par ce membre sera due par le mandataire, à charge pour lui de se retourner contre ledit membre.

Toutes les pénalités ou réfections citées ci-dessous sont appliquées sur la facture du mois suivant leur constat et font l'objet d'un courrier recommandé avec avis de réception postal. Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision, elles sont ensuite déduites du montant du contrat actualisé ou révisé TTC.

Sauf dérogation expresse ci-dessous, il est fait application de l'article 14 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros hors taxes pour l'ensemble du contrat.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le contrat doivent être transmis par celui-ci par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Par application de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du contrat.

Les pénalités du présent contrat sont indépendantes et cumulatives.

6.1 PENALITES POUR RETARD

Il est fait application de l'article 14.1.1 CCAG-FCS.

Dans l'hypothèse d'une résiliation du contrat, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour de l'arrêt de l'exploitation de l'entreprise si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG-FCS.

Les dispositions des deux alinéas précédents sont applicables aux pénalités éventuellement prévues par les documents particuliers du contrat pour le cas de retard dans la réalisation de certains ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations faisant l'objet de délais partiels ou particuliers, ou de dates limites fixées dans le marché.

6.2 PENALITES POUR NON-RESPECT DES CONSIGNES

En cas de non-respect des consignes du maître d'ouvrage et/ou de l'AMO, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable sur simple constat du maître d'ouvrage, une pénalité fixée à **150,00 € par manquement constaté**.

6.3 PENALITES POUR DEFAILLANCE DU PRESTATAIRE

En cas de non-respect des modalités techniques définies au C.C.T.P, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, sur simple constat du maître d'ouvrage, une pénalité fixée à **300,00 € par manquement constaté**.

6.4 PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES LIVRABLES ATTENDUS

En cas de retard dans la remise des livrables exigés dans les documents particuliers du marché, le titulaire se voit appliqué une pénalité journalière forfaitaire de **100 € par jour calendaire de retard et par document non remis**, sur simple constatation et sans mise en demeure préalable.

En cas de remise de document dont la qualité ne permet pas la poursuite de l'exécution des prestations, sur simple constat de l'acheteur, celui-ci est considéré comme non remis et les pénalités appliquées en conséquence.

6.5 PENALITES POUR NON-RESPECT DES CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

En cas de non-respect par le titulaire de ses obligations relatives aux actions environnementales mises en place, celui-ci se voit appliqué une pénalité de **500 € par manquement constaté**, sur simple constatation sans mise en demeure préalable.

6.6 PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS RELATIVES A LA PRESENTATION DES SOUS-TRAITANTS

En cas de non-respect par le titulaire de ses obligations relatives à l'acceptation ou à l'agrément de ses sous-traitants, une pénalité de **5 000 € par sous-traitant** est appliquée au titulaire, sur simple constatation et sans mise en demeure préalable.

7. MESURES COERCITIVES A L'ENCONTRE DU TITULAIRE

7.1 EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE (MISE EN REGIE)

7.1.1 *Manquement aux termes du contrat*

Il est fait application de l'article 45 du CCAG-FCS.

7.1.2 *Autres conséquences*

Le titulaire, dont les prestations font l'objet des stipulations de l'article ci-dessus, est autorisé à en suivre l'exécution sans pouvoir entraver les ordres du maître d'ouvrage.

Les mesures prises en application du présent article sont à la charge du titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

S'il n'est pas possible au maître d'ouvrage de se procurer dans des conditions acceptables des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans le contrat, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Les prestations se faisant aux frais et risques du titulaire, celui-ci ne pourra arguer de la réalisation des prestations par le maître d'ouvrage et/ou par un tiers pour s'exonérer de ses obligations au titre du contrat.

7.2 CAS DE MISE EN REGIE DU TITULAIRE CONSTITUE SOUS LA FORME D'UN GROUPEMENT

Dans le cas où le contrat est passé avec un groupement conjoint d'opérateurs économiques et dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, les stipulations de l'article 45 CCAG-FCS sont applicables.

Pour la bonne compréhension de cet article, la résiliation qui y est visée s'entend comme la résiliation globale du marché prévue à l'article 14 du présent C.C.A.P.

8. DECHEANCE

L'acheteur peut toujours procéder à la résiliation du contrat aux torts du titulaire, sans préjudice de l'exercice de tous ses autres droits, en cas de manquement grave et/ou répété à ses obligations contractuelles.

Dans ce cas, il est fait application de l'article 41 CCAG-FCS.

9. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Les prix du contrat sont mentionnés hors TVA.

Il est fait application de l'article 10 CCAG-FCS.

Conformément à l'article 10.1.3 CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 CCAG-FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- en cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du contrat sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ses défaillances.
- en cas de sous-traitance, les prix du contrat sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Le prix comprend l'ensemble des prestations décrites au présent contrat. Par conséquent, le titulaire devra exécuter à ses frais toutes prestations omises dans sa proposition et nécessaires à la bonne exécution du contrat.

Le titulaire du contrat est réputé avoir pris connaissance de tous les aléas et/ou difficultés susceptibles d'avoir une incidence sur la bonne réalisation de ses prestations. Il prévoit et apprécie en conséquence les modes opératoires et les éventuelles sujétions à mettre en œuvre. Il définit également les limites de sa prestation.

En aucun cas, le titulaire du marché ne peut faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque pour :

- ne pas exécuter tout ou partie des prestations nécessaires à l'achèvement complet et satisfaisant de son contrat, et ce dans les règles de l'art,
- exiger une plus-value à son marché ou une extension des délais d'exécution, en invoquant par exemple, la présence d'obstacles ou l'impossibilité d'utiliser certaines techniques ou certains types de matériels.

Variation des taxes fiscales : en cas de modification de la législation fiscale, si le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le contrat, les prix de règlement tiennent compte de cette variation et il sera fait application de la taxe au taux en vigueur à la date du fait générateur.

9.1 FORME DES PRIX

Les prix du contrat sont unitaires, établis sur la base du bordereau des prix unitaires.

Les prestations sont réglées par application de prix unitaires prévus au bordereau des prix unitaires aux quantités réellement mises en œuvre.

9.2 DETERMINATION DES PRIX

Les prix du contrat sont déterminés par application des prix unitaires tels qu'issus du bordereau des prix unitaires aux quantités réellement livrées.

9.3 VARIATION DE PRIX

Révision des prix

Conformément à l'article R.2112-13 CCP et de l'article 10.2.2 CCAG-FCS, les prix sont définitifs et révisables dans les conditions ci-dessous.

Date d'établissement du prix initial : les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit le mois de **novembre 2025**. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Le coefficient de révision applicable pour le calcul de la révision est donné par l'application aux prix du contrat de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,60 \times I_m / I_0] + (0,40 \times TP04_m / TP04_0)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix initial

I_m et I₀ sont les valeurs de référence prises par l'index de référence CPF 71.20 – Indice des prix de production des services français (BtoB) – Services de contrôles et d'analyses techniques – Base 2021 - Identifiant : 010766587

TP04_m et TP04₀ sont les valeurs de référence prises par l'index de référence TP04 – Fondations et travaux géotechniques – Base 2010 – Identifiant 001710990

Pour la mise en œuvre de cette formule, le calcul sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

Les valeurs sont prises par l'indice de référence respectivement au mois m₀ (mois zéro) et au mois m (mois de révision). Ce mois m est déterminé comme suit : dernier indice paru à la date du service fait correspondant à la date de réalisation des prestations.

Périodicité : les prix sont révisés trimestriellement.

En cas de suppression des indices, l'indice sera remplacé par l'indice et le coefficient de raccordement proposés par l'INSEE sans qu'une modification de marché ne soit nécessaire.

En cas de passation d'un avenant, la clause de révision ci-dessus s'applique avec un mois M₀ correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché, sauf clause contraire prévue par l'avenant lui-même.

Les bons de commande sont conclus à prix définitifs et fermes durant leur période d'exécution.

9.4 AVANCE

Conformément à l'article L.2191-2 CCP, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire stipulée à l'acte d'engagement.

Elle est versée sur demande du titulaire dans l'acte d'engagement à la condition qu'il constitue une garantie à première demande portant sur la totalité du remboursement en application de l'article R.2191-7 al.3.

Le montant de l'avance, détaillé ci-après, est fixé conformément à l'article R.2191-7 CCP.

Lorsque le titulaire a fait appel à des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les stipulations du présent article lui sont applicables. Les sous-traitants agréés bénéficiant du paiement direct sont également en droit d'en bénéficier sur leur demande. Le renoncement au bénéfice de l'avance par le titulaire ne fait pas obstacle à ce que ces sous-traitants en obtiennent le versement.

L'option retenue est l'option B (article 11.1 CCAG-FCS).

Le taux de l'avance est fixé à 5%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le titulaire qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance. Le versement de l'avance s'effectue en une seule fois après production de cette garantie.

La remise de la garantie à première demande doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche.

L'assiette de l'avance est calculée comme suit :

- Pour le titulaire : l'assiette de calcul de l'avance est réduite au montant correspondant aux prestations qu'il exécute en propre ainsi que le montant des prestations sous-traitées qui ne font pas l'objet d'un paiement direct. Elle ne comprend pas le montant des prestations sous-traitées faisant l'objet d'un paiement direct.
- Pour le sous-traitant agréé bénéficiant du paiement direct et ayant demandé à bénéficier de l'avance : l'assiette de l'avance correspond au montant des prestations qui lui sont sous-traitées, telles qu'elles figurent dans l'acte spécial de sous-traitance.

Dans le cas où le titulaire est constitué sous la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, le calcul du montant de l'avance est fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65% du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des prestations – 65) / 15.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectue, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

L'avance est versée en fonction du montant de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT, et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

9.5 REGLEMENT DES COMPTES

9.5.1 Acomptes et règlements partiels définitifs

Les prestations objet du présent contrat sont rémunérées par des acomptes dans les conditions des articles R.2191-20s CCP.

L'admission des prestations relatives à chaque bon de commande donne lieu à paiement partiel définitif dans les conditions des articles R.2191-20s CCP.

Il est fait application des articles 11.4 et 11.7 du CCAG-FCS.

9.5.2 Présentation des demandes de paiement

Le règlement des prestations s'effectue sur présentation de facture sous forme dématérialisée sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

L'utilisation de ce portail est obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique depuis le 1^{er} janvier 2020, pour toutes les entreprises.

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'EPAMSA doivent comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, identifiant l'EPAMSA en tant que destinataire de la facture : 410 638 100 00033
- Le code service : Fact_Gesp

Le numéro d'engagement n'est pas nécessaire.

Pour plus d'informations : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index

En plus des mentions légales, la facture doit comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro SIRET,
- Le numéro du compte bancaire,
- La date du contrat,
- Le numéro du contrat,
- L'intitulé du contrat,
- La quantité et les références des prestations commandées,
- Les montants HT et TTC des prestations exécutées,
- La date, la référence et le numéro de bon de commande ou de l'OS le cas échéant,
- La date d'exécution effective.

En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu. Les factures erronées sont retournées au titulaire, accompagnées des raisons du refus de paiement. Le titulaire doit obligatoirement retourner à l'acheteur, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

9.5.3 Paiement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants et sous-traitants payés directement comme indiqué à l'acte d'engagement.

En cas de cotraitance, seul le mandataire est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il est procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Le règlement des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant est effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R.2192-13, R.2193-5s CCP. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

9.5.4 Délais de paiement et intérêts moratoires

Le règlement des dépenses se fait par mandat administratif.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du contrat, sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement conformément aux articles R.2192-10 et 12 CCP.

En application de l'article L.2192-13 CCP, le dépassement de ce délai fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. Par ailleurs, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros, conformément à l'article D.2192-35 CCP.

Enfin, en application de l'article L.2192-13 dernier alinéa CCP, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue ci-dessus, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

10. EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

10.2 DISPOSITIONS PROPRES AUX TRAVAUX

Dans le cadre du présent contrat, il est prévu des travaux de réalisation d'ouvrages piézométriques, dont les caractéristiques techniques sont détaillées au C.C.T.P. :

- . Réalisation de carottages de la chaussée permettant la confection d'échantillons d'enrobé,
- . Réalisation de prélèvements d'échantillons directement sur stocks d'agréats

. Reconnaissance à la pelle mécanique

- . Prélèvements de sols superficiels, seront réalisés à l'aide d'une tarière manuelle de type Edelman
- sondages carottés sous-gaine**

- . Réalisation de forage et équipement en piézair.

10.2.1 Etudes d'exécution

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

10.2.2 Plan d'implantation des ouvrages et piquetage général

Le plan général d'implantation des ouvrages est notifié au titulaire par ordre de service dans les 8 jours suivant l'acte qui emporte début d'exécution du contrat.

10.2.3 Autorisations administratives

Conformément à l'article 31.3 CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage a la charge de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

10.3 CONSIDERATION ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché de services, le titulaire s'engage à adopter une démarche écoresponsable, visant à réduire l'impact environnemental de ses activités.

À ce titre, le titulaire devra mettre en œuvre, tout au long de la durée du marché, les actions suivantes :

- **Réduction des émissions de gaz à effet de serre ;**
- **Implémentation de processus de recyclage et de réutilisation ;**
- **Optimisation des déplacements professionnels**, en favorisant notamment le recours au covoiturage, à des véhicules à faibles émissions ou à mobilité douce, et en privilégiant les échanges à distance (visioconférences, appels) lorsque cela est compatible avec les exigences du marché ;
- **Réduction des consommations de ressources**, notamment en limitant l'utilisation de papier (impression recto-verso, usage du numérique), en économisant l'eau et l'électricité sur les sites d'intervention et dans les laboratoires ;
- **Tri et gestion des déchets**, y compris les déchets issus des opérations de prélèvement, de transport et d'analyse, conformément à la réglementation en vigueur et aux bonnes pratiques environnementales ;
- **Choix de matériels et méthodes à faible impact environnemental**, dans la mesure où ils respectent les exigences techniques du marché (réactifs moins polluants, conditionnements réutilisables, etc.) ;
- **Mobilisation de sous-traitants ou partenaires engagés dans une démarche environnementale**, si de tels intervenants sont mobilisés dans le cadre du marché.

Le titulaire devra être en mesure de justifier, sur demande du pouvoir adjudicateur, des actions mises en œuvre pour respecter ces engagements.

Le non-respect répété ou manifeste des engagements énoncés dans le présent article pourra entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, l'application de pénalités contractuelles, sans préjudice des autres dispositions du marché.

10.4 CONSIDERATION SOCIALE

Le titulaire doit prouver son engagement envers le bien-être des employés, incluant des conditions de travail équitables, le respect des droits de l'homme et la promotion de la diversité et de l'inclusion.

Ces considérations sociales et environnementales seront prises en comptes dans le suivi de la performance du titulaire tout au long de l'exécution du contrat. L'objectif est de garantir que le titulaire retenu contribue positivement à la durabilité environnementale et au progrès social, en harmonie avec les valeurs et objectifs de notre établissement.

10.5 LIEUX D'EXECUTION

Il est fait application de l'article 17 CCAG-FCS.

11. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE

11.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification qualitative et quantitative simples sont effectuées conformément au chapitre 5 CCAG-FCS.

11.2 DECISION APRES VERIFICATION

La décision est prononcée par l'acheteur dans les conditions des articles 29 et 30 CCAG-FCS.

12. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 37 CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

13. CONDITIONS D'EVOLUTION ET DE FIN DU CONTRAT

13.1 MODIFICATION DU CONTRAT

13.1.1 Principes généraux

Les conditions techniques et financières du marché sont susceptibles d'être modifiées au cours de son exécution. Toute modification convenue entre les parties se fait par voie d'avenant et dans le respect des dispositions du CCP, notamment pris en son article L.2194-1.

Le contrat peut également être modifié unilatéralement par ordre de service du maître d'ouvrage, dans les conditions de droit commun applicables à tout contrat administratif. Dans ce cas, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications opérées au plus tard à l'issue du délai de préavis indiqué dans l'ordre de service, ou à défaut, dans les meilleurs délais.

Toutes les clauses du contrat non explicitement modifiées demeurent applicables de plein droit.

13.1.2 Hypothèses de modification du contrat

Une modification du contrat par voie d'avenant peut notamment intervenir dans les hypothèses suivantes :

- en cas d'évolution(s) technique(s) et/ou réglementaire(s) au cours du contrat rendant utile ou nécessaire la modification des pièces contractuelles dans les conditions de l'article 4.6 du présent document,
- en cas de demande d'une (ou plusieurs) autorité(s) administrative(s) compétente(s) conduisant à une modification des prestations faisant l'objet du contrat,
- en cas de suspension des travaux pour des motifs extérieurs aux parties,
- en cas de retard, non obtention, retrait d'une ou plusieurs autorisations administratives pour un fait non imputable au titulaire, après rencontre entre le maître d'ouvrage et le titulaire,
- en cas de création, modification ou suppression de tout impôt, taxe, redevance ou contribution établi notamment par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale, relatifs à l'exécution du contrat,
- en cas de survenance d'aléas imprévisibles au moment de la signature du contrat,
- en cas de changement de titulaire.

Il est précisé que la clause de réexamen figurant au présent article ne constitue pas un droit à la modification du contrat pour le titulaire.

Par suite, le maître d'ouvrage est libre de refuser une modification fondée sur le présent article sans que cela ne justifie une demande d'indemnisation de la part du titulaire.

13.2 CESSIION DU CONTRAT

Le titulaire ne peut céder tout ou partie du contrat sans le consentement préalable écrit du maître d'ouvrage.

La demande de cession est effectuée par le titulaire auprès du maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions du CCP, notamment pris en ses articles L.2194-1, L.2194-2 et R.2194-6, le maître d'ouvrage ne peut donner son agrément à la cession que si le cessionnaire présente les garanties professionnelles et financières au vu desquelles le marché a été attribué, et si la cession ne remet pas en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire initial, ni ne modifie substantiellement les caractéristiques du contrat.

Le maître d'ouvrage fait connaître sa décision dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande du titulaire. A défaut, le silence du maître d'ouvrage vaut refus.

A défaut d'avenant de cession, celle-ci est considérée comme irrégulière et inopposable au maître d'ouvrage.

Le non-respect des stipulations du présent article peut être sanctionné par la déchéance.

Si le maître d'ouvrage accepte la cession du contrat, le cessionnaire est alors entièrement subrogé au titulaire dans les droits et obligations résultant du contrat, et reprend intégralement l'exécution de toutes les obligations fixées dans le contrat à la charge du titulaire, à hauteur de la cession effectuée.

Le titulaire fait son affaire, à ses frais, de la transmission de toutes les charges et obligations dans le cadre de la cession, y compris en ce qui concerne le bénéfice des polices d'assurances et communique à son cocontractant dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la cession les justificatifs de transmission des charges et garanties.

13.3 IMPREVISION

En cas de survenance d'un événement imprévisible lors de la signature du contrat ou dont les effets ne pouvaient raisonnablement être prévus à cette date, extérieur aux parties, et ayant (ou qui aura) nécessairement pour effet de bouleverser temporairement l'équilibre économique du contrat, le titulaire doit poursuivre l'exécution de ses obligations.

Il peut proposer au maître d'ouvrage les mesures d'adaptation nécessaires au marché. Si le maître d'ouvrage accepte ces propositions, un avenant est conclu à brefs délais dans les conditions de l'article 11.1 du présent C.C.A.P. Le titulaire a en outre droit à une aide financière versée par le maître d'ouvrage pour pourvoir aux dépenses extracontractuelles afférentes à la période d'imprévision, sous réserve de documenter ses dépenses et dans la limite de 50% de celles-ci.

Au cas où, à la survenance d'un fait d'imprévision, le bouleversement de l'équilibre économique du contrat ne serait plus temporaire, la résiliation du contrat peut être prononcée par le maître d'ouvrage dans les conditions ci-dessous, ou à la demande du titulaire par le juge administratif.

La décision de résiliation du contrat est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception précisant les motifs de résiliation. Elle prend effet à sa date de notification. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

14. RESILIATION

Il est fait application des dispositions des articles 38 à 45 CCAG-FCS.

14.1 RESILIATION POUR EVENEMENT EXTERIEUR AU CONTRAT

Le présent contrat peut être résilié par le pouvoir adjudicateur sans indemnité conformément à l'article 39 CCAG-FCS en cas :

- De décès ou incapacité civile du titulaire,
- De redressement ou de liquidation judiciaire, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire,
- D'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du contrat.

14.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 42 CCAG-FCS, sans préjudice de l'application des alinéas 2 et 3 de cet article, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial hors taxes du contrat, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues.

Par dérogation à l'article 42 CCAG-FCS, ne seront pris en compte que les montants du détail quantitatif estimatif.

14.3 RESILIATION DU CONTRAT AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, il est fait application de l'article 41 CCAG-FCS avec les précisions suivantes :

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation,
- en complément de l'article 41 CCAG-FCS, en cas de non-production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus du titulaire du contrat, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 41 CCAG-FCS, à 8 jours, le contrat est résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques,
- en cas de non-respect par le titulaire (ou par l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises), des obligations visées à l'acte d'engagement et relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 et D.8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques,
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-4 et R.2143-9s CCP et aux articles D.8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire (ou l'un ou l'autre des cotraitants en cas de groupement d'entreprises), lors de la consultation ou de l'exécution du contrat, le contrat ou la part de contrat correspondante sera résilié sans mise en demeure à leurs frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 41.2 CCAG-FCS, le titulaire (ou le cotraitant) dispose d'un délai de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15. DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

La monnaie de compte du contrat est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1s CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du contrat n°..... du..... ayant pour objet.....

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiements seront libellées dans la monnaie de compte du contrat et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP. Le prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français. »

16. LANGUE ET UNITE MONETAIRE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi, doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original. L'unité monétaire est l'euro.

17. GESTION DES CONTENTIEUX ET DES SINISTRES

17.1 GESTION DES CONTENTIEUX

Le titulaire doit assister au maître d'ouvrage dans le cadre de contentieux où celui-ci serait mis en cause, quel que soit le stade d'avancement du contrat.

17.2 GESTION DES SINISTRES

Le titulaire doit informer immédiatement le maître d'ouvrage des sinistres dont il a connaissance. Il précise la nature de celui-ci, sa localisation précise, la date et l'heure de son identification, ainsi que les mesures qu'il va mettre en œuvre pour remédier à ce sinistre. Chaque sinistre fait l'objet d'un constat contradictoire entre le maître d'ouvrage et le titulaire. A défaut d'établissement d'un tel constat, le titulaire ne pourra pas se prévaloir de la survenance du sinistre pour demander une indemnisation ou un délai supplémentaire.

Nonobstant la politique d'assurance qui sera déployée par le maître d'ouvrage dans le cadre de cette opération, le titulaire devra prendre toutes les diligences nécessaires pour la gestion desdits sinistres, et ce quelle que soit sa responsabilité.

Il doit notamment mettre en œuvre les mesures de sauvegarde et de mise en sécurité, et participer aux réunions d'expertise, le cas échéant.

18. PREVENTION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations objet du contrat dans les conditions de l'article 46 CCAG-FCS.

En cas de rejet de la réclamation du titulaire déposée dans les formes et conditions de l'article 46 CCAG-FCS et/ou en cas de désaccord persistant de l'acheteur sur les conditions d'exécution du contrat, le différend pourra être porté à l'initiative de la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Versailles.

19. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG-FCS, les dérogations du contrat au CCAG-FCS sont réputées valables :

- Sans que l'article du CCAG-FCS auquel il est dérogé ne soit formellement mentionné à chaque dérogation, ni que l'ensemble des dérogations soit explicitement listé au présent article ;
- Dès lors que ces dérogations au CCAG-FCS sont exprimées d'une manière suffisamment claire à la lecture du contrat, étant précisé que le titulaire disposait de la possibilité de formuler des demandes de clarification en cours de procédure d'attribution du marché.

Par suite, il est convenu entre les parties que la liste des dérogations au CCAG-FCS n'a pas vocation à être exhaustive mais uniquement à garantir l'information du titulaire sur les dérogations identifiées.